

Question de Kattrin Jadin à Sophie Wilmès (VPM Affaires étrangères et européennes) sur "La lutte contre le terrorisme au Sahel"

Kattrin Jadin (MR): *Madame la ministre, une nouvelle attaque sanglante est à déplorer dans le Nord du Niger. Près de 60 personnes ont été massacrées par un groupe terroriste près de l'État islamique. Dans la région du Sahel, plusieurs organisations djihadistes sèment la terreur. Malheureusement, ils connaissent de plus en plus de succès et les rangs s'agrandissent. Dans des pauvres régions, les gens suivent souvent celui qui leur offre des perspectives économiques.*

Selon des experts, ces groupements ont su établir des systèmes économiques qui tiennent bien la route et qui séduisent contrairement à ceux mise en place par les gouvernements légitimes. Ils construisent désormais des écoles et peuvent ainsi endoctriner dès le plus jeune âge. D'ailleurs, ils auraient le monopole sur pas mal de branches économiques telles que la pêche voire la vente de poisson ou alors l'industrie du charbon.

Le Sahel évolue donc toujours plus vers une nouvelle terre promise pour les organisations terroristes, qui se montrent particulièrement cruelle et sans pitié. Et les gouvernements de pays concernées sont impuissants.

Madame la ministre, mes questions sont les suivantes :

•Face à la montée accrue des organisations terroristes dans la région du Sahel, ne serait-il pas envisageable d'accorder plus d'attention à la lutte contre ces organisations cruelles au niveau international ?

•La France qui se trouve actuellement seule en mission dans le Sahel et semble, tout comme les gouvernements des pays concernés, impuissante face aux organisations djihadistes toujours mieux organisées, a-t-elle demandé du soutien dans cette lutte ? D'autres nations ont-elles proposé de l'aide aux pays concernées ?

•Grâce à son pouvoir économique les djihadistes semblent devenir attrayant pour un public plus vaste, ne faudrait-il pas couper leurs revenus en interdisant toutes relations économiques, notamment l'achat de poisson et de charbon?

Sophie Wilmès, ministre: *Chère collègue, la situation au Sahel, dont la lutte antiterroriste n'est qu'un aspect, est très présente dans les débats au niveau international.*

C'est une zone d'intervention majeure pour l'ONU et pour l'UE. Au dernier Conseil des Affaires étrangères ce 19 avril, nous avons adopté une "stratégie Sahel". Il existe par ailleurs des structures intergouvernementales dédiées, telles que la Coalition pour le Sahel ou encore l'Alliance Sahel. Cette région est également une zone d'attention prioritaire de la politique étrangère de la Belgique. Celle-ci est notamment motivée par la dégradation constante de la situation sécuritaire dans cette région ces dernières années. Les populations civiles en sont les premières victimes, comme l'illustre l'événement tragique que vous avez mentionné dans votre question.

La violence au Sahel est multiforme et entremêlée, émanant de groupes djihadistes, d'insurgés ou de milices communautaires, du banditisme et également des forces de défense et de sécurité elles-mêmes. La Belgique, à titre national mais également au sein de l'UE et de l'ONU, contribue aux efforts internationaux pour la stabilisation et le développement du Sahel. Nous y appliquons une approche globale alliant les efforts politiques, diplomatiques, de développement, de l'aide humanitaire et des efforts sécuritaires, notamment à travers la Défense et la police fédérale.

La lutte contre le terrorisme, qui va de la prévention à l'action sécuritaire opérationnelle, fait partie de ces efforts. Il n'est pas exact de dire que la France se trouve seule en mission au Sahel. Pour se limiter à la dimension sécuritaire, de très nombreux acteurs dans l'UE et la Belgique déploient d'importants efforts de formation des forces de défense et de sécurité sahéliennes. Nous nous sommes engagés au sein de la MINUSMA et de EUTM Mali. Au Niger, notre coopération bilatérale (opération New Nero) vise à développer des capacités à soutenir les Forces armées nigériennes (FAN) dans leur lutte contre le terrorisme; elles comptent 110 militaires toute l'année.

La situation est évoquée au sein de l'OTAN, au sein de la coalition contre Daech. La France exerce en effet un leadership certain aux côtés des pays du G5 Sahel et en ce qui concerne l'action militaire opérationnelle contre le terrorisme, via notamment les opérations Barkhane et Takuba.

Plusieurs pays, notamment européens, contribuent à ces opérations et la Défense belge y a également attaché des officiers de liaison. Ma collègue de la Défense pourra répondre plus en détail sur ce sujet ainsi que sur le futur des opérations de notre Défense au Sahel, si vous le souhaitez.

J'attire votre attention sur le fait que la lutte antiterroriste passe par des moyens militaires, approche qui, à elle seule, n'est pas suffisante.

Vous relevez à juste titre que les trafics et l'exploitation des ressources économiques sont intimement liés au développement de l'insécurité et au djihadisme. C'est une dimension connue et complexe qui doit aussi être intégrée dans les efforts de stabilisation de la région.

Katrin Jadin (MR): Madame la ministre, c'est moi qui vous remercie pour la réponse très complète que vous avez donnée sur un sujet qui, on l'aura compris, est très complexe. Les enjeux sont différents. Je vous avoue que j'avais déposé la question sur la "solitude" de la France dans cette intervention quelque peu en boutade. Ce n'est évidemment pas le cas. J'ai eu l'occasion de m'entretenir avec quelques députés français sur le sujet. Il est vrai, par ce fait, que nous nous rendons compte de l'utilité, de l'importance et de la nécessité des institutions internationales comme l'ONU, comme l'Union européenne, avec toutes les capacités de déploiement qui sont les leurs, que ce soit en matière de coopération au développement ou de défense.

Je vous rassure, cela fait aussi l'objet de nombreuses discussions au sein de la commission Défense dont je suis également membre. Nous essayons de nous tenir informés et de déterminer comment nous pouvons améliorer notre capacité de contribution dans le cadre de ce drame humain. Celui-ci pourrait, demain, avoir de graves conséquences pour nous tous. Le lieu est quand même aux portes de l'Europe. Je serai à vos côtés, madame la ministre, afin de poursuivre nos efforts pour pacifier la région.